



## Conseil de sécurité

Débat ouvert

### **Strengthening women's resilience and leadership as a path to peace in regions plagued by armed groups**

New York, le 20 octobre 2022

Déclaration lue par S.E. Pascale Baeriswyl,  
Représentante permanente de la Suisse

---

Monsieur le Président,

« Le monde est rempli à la fois de souffrance et de victoires sur la souffrance. » C'est ainsi que l'activiste des droits des femmes, Helen Keller, décrit la résilience. Dans son mémoire « Danser à la mosquée », l'auteure afghane Homeira Qaderi illustre cela en nous racontant son adolescence à Herat, sous le régime des Talibans, ou elle réussit – clandestinement – à enseigner à des jeunes filles et devenir, elle-même, une littéraire.

Homeira Qaderi est exceptionnelle, mais elle n'est pas une exception. Les femmes sont très souvent en première ligne pour construire la paix dans leurs communautés, non seulement en Afghanistan, mais aussi au Myanmar, au Sahel ou en Ukraine – pour ne citer que quelques exemples. Elles s'engagent avec courage pour la prévention et la résolution des conflits, la reconstruction, l'aide humanitaire et la justice. Dans de

nombreux pays elles sont à l'avant-garde des mouvements contre les régimes autoritaires et refusent d'accepter des propositions politiques qui ne garantissent pas leurs droits.

Et pourtant, nous observons la remise en cause des acquis de l'égalité des genres. Le fossé entre le cadre normatif et la réalité continue à s'élargir, alors que ces femmes pourraient investir leur immense potentiel dans l'avenir de leurs pays. S'appuyer principalement sur la résilience des femmes n'est ni durable ni juste.

Le Conseil a le devoir et le pouvoir de soutenir les artisanes de la paix et de garantir le respect de leurs droits. En tant que membre élu du Conseil de Sécurité la Suisse y contribuera comme suit :

Au Conseil même, **mon pays tentera de poursuivre une approche systématique, innovatrice et orientée vers l'action**. Nous chercherons à intégrer l'agenda Femmes, Paix et Sécurité dans tous les contextes à l'agenda du Conseil et à prévenir les représailles. Nous rejoindrons ainsi la déclaration sur les « *Shared Commitments* ».

En ce qui concerne l'action sur le terrain, le rapport du Secrétaire-générale illustre que nous sommes loin d'atteindre **la participation égale et significative des femmes dans toutes leur diversité et à toutes les étapes des processus de paix**. La Suisse continuera donc à appuyer la création de réseaux de femmes médiatrices et bâtisseuses de paix, comme par exemple au Liban, où nous soutenons des efforts de réseautage entre des femmes de différents horizons politiques. Nous nous concentrerons sur la participation des femmes aux processus de paix et resterons à l'écoute des voix de la société civile.

Et finalement, le succès de tous ces efforts dépend de la **garantie d'un environnement sûr pour la participation des femmes**. La hausse des attaques contre les écoles visant les étudiantes et enseignantes ainsi que **le grand nombre de violences sexuelles liées aux conflits** signifient une tendance négative préoccupante. Le respect du droit international humanitaire est une obligation absolue pour tous les acteurs, y inclus les groupes armés non-étatiques. Quand ces droits ne sont pas respectés, le Conseil doit utiliser les instruments à sa disposition pour s'assurer que les responsables rendent des comptes. L'inclusion de critères de désignation axés sur la violence sexuelle et sexiste dans les **régimes de sanctions** en fait partie.

Le Conseil est régulièrement briefé par des femmes artisanes de paix et défenseuses des droits humains. Il est crucial qu'il ne compte pas uniquement sur leur résilience, mais qu'il prenne action pour la mise en œuvre intégrale du cadre normatif de l'agenda femmes, pays et sécurité.

Je vous remercie.

Mister President,

"Although the world is full of suffering, it is also full of the overcoming of it." That's how women's rights activist Helen Keller describes resilience. In her memoir "Dancing in the Mosque," Afghan author Homeira Qaderi illustrates this by recounting her adolescence in Herat, under the Taliban regime, where she managed – clandestinely – to teach young girls and become, herself, a literary scholar.

Homeira Qaderi is exceptional, but she is not an exception. Women are very often on the front line of building peace in their communities, not only in Afghanistan, but also in Myanmar, the Sahel or Ukraine – to name only a few examples. They are courageously engaged in conflict prevention and resolution, reconstruction, humanitarian aid and justice. In many countries they are at the forefront of movements against authoritarian regimes and refuse to accept political proposals that do not guarantee their rights.

And yet, we are witnessing how the achievements of gender equality are challenged. The gap between the normative framework and reality continues to widen, while these women could invest their immense potential in the future of their countries. Relying primarily on women's resilience is neither sustainable nor fair.

The Council has the duty and the power to support women peacebuilders and ensure that their rights are respected. As an elected member of the Security Council, Switzerland will contribute as follows:

In the Council itself, my country will try to pursue a systematic, innovative and action-oriented approach. We will seek to integrate the Women, Peace and Security agenda in all contexts into the Council's agenda and to prevent reprisals. In doing so, we will join the statement on "Shared Commitments".

With regard to action on the ground, the Secretary-General's report illustrates that we are far from achieving equal and meaningful participation of women in all their diversity and at all stages of peace processes. Switzerland will therefore continue to support the creation of networks of women mediators and peacebuilders, as for example in Lebanon, where we support networking efforts between women from different political backgrounds. We will focus on women's participation in peace processes and will continue to listen to the voices of civil society.

And finally, the success of all these efforts depends on ensuring a safe environment for women's participation. The increase in attacks on schools targeting female students and teachers, as well as the large number of conflict-related sexual violence incidents, signify a disturbing negative trend. Respect for international humanitarian law is an absolute obligation for all actors, including non-state armed groups. When these rights are not respected, the Council must use the instruments at its disposal to ensure accountability. The inclusion of sexual and gender based violence as a designation criteria in sanctions regimes is one of these instruments.

The Council is regularly briefed by women peacebuilders and human rights defenders. It is critical that the Council not only rely on their

resilience, but take action to fully implement the normative framework of the women, countries and security agenda.

Thank you.

---